

Signatur: B 18 0
Datum: 18. August 1913.

RIVISTA COLONIALE

(Roma)

Nr. 3 Ann 10 August 1913.

**Sulla condizione giuridica degli italiani
nell'Isola di Cipro.**

Accesso al territorio dello Stato. — La immigrazione degli stranieri, e in particolare degli italiani, è libera per tutti.

Non viene richiesto all'emigrante nessun passaporto; egli deve solamente dare il suo nome, cognome, nazionalità, provenienza e professione.

Espulsione degli stranieri. — Gli stranieri poveri sono espulsi se non hanno almeno cinque lire sterline, e ciò per non recar noia alla polizia se essi restano senza lavoro.

Libertà di lavoro e valore dei documenti rilasciati dalle autorità italiane. — Gli stranieri sono liberi di esercitare qualunque mestiere o professione; solamente per esercitare la medicina occorrono permessi speciali dalle autorità e dal capo medico dell'Isola.

Assistenza pubblica. — L'italiano, come qualunque altro straniero, è ammesso allo spedale governativo, mediante il pagamento di uno scellino (L. it. 1.25) al giorno; se veramente povero, allora viene assistito, per poco tempo, *gratis*.

Beneficenza pubblica. — Gli stranieri ne godono a parità degli indigeni.

Istruzione pubblica. — Nessuna importanza ha nell'Isola attualmente la lingua e la cultura italiana, e per diffonderla occorrerebbero scuole.

Servizio civile e professioni liberali. — Gli italiani sono ammessi a prestare servizio civile presso le pubbliche amministrazioni.

Imposizioni speciali. — Gli italiani non pagano nessuna tassa speciale per il loro stabilimento nell'Isola.

Successioni. — Nelle successioni degli italiani i consoli sono ammessi per le liquidazioni di esse; in mancanza di questi funziona l'autorità locale.

Weltwirtschaftliche Nachrichten (Kiel)

Nr. 104.

Cypern.

Maßnahmen. „Der stellvertretende Vizekönig von Cypern hielt am 30. August eine Sonder Sitzung der gesetzgebenden Körperschaft ab, in der hauptsächlich ein Gesetzentwurf betreffs Behandlung Fremder beraten wurde. Der Entwurf sieht vor, daß kein Angehöriger der vier früher feindlichen Länder in Cypern innerhalb der nächsten drei Jahre landen darf, ohne von der Regierung Erlaubnis erhalten zu haben. Übertretungen sollen mit einer Buße von £ 50 oder Inhaftnahme oder beiden geahndet werden. . .“ 71 J

„The Near East“, London, vom 26. September 1919.

Signatur: B 18 0

Datum: 14. Feb. 1920

Weltwirtschaftliche Nachrichten (Kiel)

Nr. 231

Cypern.

Massnahmen „Die gesetzgebende Körperschaft ist am 12. Dezember gegen Deutsche. wiederum zusammengetreten und hat ein Gesetz beraten und verabschiedet, das die Frage der Deportierung früher feindlicher Untertanen regelt. Durch das Gesetz wird der Oberkommissar ermächtigt, einem Fremden zu befehlen, die Insel zu verlassen und die Frist vorzuschreiben, innerhalb welcher er abreisen muß. Zuwiderhandlungen werden mit Gefängnis nicht über drei Jahre oder einer Geldstrafe nicht über £ 200 oder beidem geahndet.“ [Vgl. „W. N.“ S. 1581.] 71 J

„The Near East“, London, vom 9. Januar 1920.

Signatur

B18

Datum

10. Dez. 1936

Great Britain and the East (London)

Nr. 1334

Foreigners in Cyprus.

Whilst workless Cypriots emigrate to London, foreigners who have taken the bread out of their mouths flourish in Cyprus. This was pointed out years ago in these columns. Cyprus is the only country that keeps the door open to everybody, whilst even British Dominions,

like Australia, South Africa, and Canada, refuse to admit British subjects. No British subject is allowed to find work in neighbouring Greece. When a Government contract is given to a British firm, every one employed must be Greek, except absolutely indispensable key men, not to be found in the country. So it is not surprising that Cypriot chemists have submitted a petition to the Government, asking for protection against the competition of foreigners.

Le Messenger d' Athènes
Nr. 4707

**CAPITULATIONS ET PRIVILÈGES
DES ÉTRANGERS A CHYPRE**

Le récent accord de Montreux qui vient de décider la suppression des capitulations en Egypte a donné lieu à des publications très intéressantes sur l'origine, l'histoire et l'efficacité de ce régime qui, sans contredit, constitue une atteinte à la Souveraineté d'un pays. Parmi ces publications celle de Mr Achille Aimilianidis de Leucosie nous paraît la plus intéressante par la richesse des renseignements et originalité des idées. Sous le titre «Capitulations et privilèges des étrangers à Chypre» l'auteur nous donne un tableau de ce régime dans tout l'Orient. Généralement on croit que les capitulations ont été imposées par des pays puissants sur d'autres d'une civilisation beaucoup plus arriérée. L'auteur croit que les faits historiques ne justifient pas cette idée ou au moins que la différence de civilisation n'en constitue pas seule la cause déterminante.

Se rapportant à la première apparition du régime à Byzance il soutient que des raisons politiques et la faiblesse militaire obligèrent les empereurs grecs d'accorder des privilèges commerciaux et des droits d'exterritorialité à des étrangers et en particulier aux ressortissants des républiques italiennes qui étaient alors d'importantes puissances maritimes. Ces concessions récompensaient leur concours militaire, mais elles ne manquaient pas de soulever le mécontentement des négociants byzantins dont elles lésaient fortement les intérêts. Elles n'étaient pourtant ni de longue durée ni de la même étendue. On les retirait dès que l'aide militaire des concessionnaires paraissait superflue, pour les remettre en vigueur dès l'apparition d'un nouveau danger. Mais avec la décadence militaire de l'Empire ces privilèges s'étendaient de plus en plus, de sorte que les colonies étrangères devinrent des états dans l'Etat au point que celui-ci se vit obligé d'accorder des droits d'exterritorialité même à la colonie musulmane de Constantinople cent ans avant

la prise de Byzance par Mohammed II.

L'Empire ottoman, substitué à celui des empereurs grecs, commença ce même jeu dès sa première année; on ne peut pas pourtant expliquer en concessions ni par la différence des religions ni par l'inégalité des civilisations. On ne peut pas non plus les attribuer à la faiblesse de l'Empire, puisque celui-ci était alors très puissant. L'auteur pense qu'il faut y voir le caractère religieux de l'empire ottoman, basé uniquement sur le Coran, le fait que le pouvoir central ne voulait s'occuper que des affaires des musulmans, le manque total d'esprit commercial chez ces derniers qui confinaient leur activité aux armes et à l'agriculture, puis la vitesse acquise de la tradition byzantine et enfin le fait que les pays jouissant des privilèges reconnurent la conquête.

Entrant dans son sujet, l'auteur rapporte que le premier témoignage historique de la concession de privilèges commerciaux aux Cypriotes et le traité conclu en 1148 entre l'empereur Manuel et les Vénitiens visant l'extension de leurs privilèges à Chypre et en Crète.

Durant l'occupation franque de Chypre, qui d'après les historiens et notamment le savant Roumain N. Jorga, ne fut qu'une réminiscence du régime byzantin, des capitulations n'ont été accordées à des étrangers que dans des cas pareils à ceux qui obligeaient Byzance à les accorder. Il importe toutefois d'observer que les premiers bénéficiaires à Chypre ne furent pas les Vénitiens mais bien les Génois. On peut attribuer cela au fait que Chypre n'avait par pour les Vénitiens d'importance commerciale parce qu'ils occupaient St Jean d'Acre et plusieurs autres comptoirs maritimes dans la Méditerranée Orientale. La première concession de privilèges aux Génois fut celle accordée en 1218 par le régent Philippe Iveline contre engagement de secours en cas de guerre. Les Génois de l'île devaient être jugés par le consul de Gênes. Ces privilèges furent également accordés aux Vénitiens en 1306. Mais Chypre comme Byzance ne tarda pas à se repentir de cette largesse qui fut étendue aussi aux «Génois blancs» et aux «Génois noirs» ainsi qu'aux «Vénitiens blancs». Ces étrangers pénétrèrent en nombre dans le pays, ils commencèrent à intervenir dans ses affaires intérieures, et les Génois finirent par occuper Famagouste. Tout le commerce passa dans leurs mains, et les finances du royaume arrivèrent à un état déplorable; tous les efforts faits par les Lusignans afin d'opérer un relèvement économique furent vains, et Chypre devint, en 1489 une possession vénitienne. Malgré l'absence de documents historiques sur l'existence des capitulations durant la Vénétocratie, il paraît, d'après le rapport de Giovanni Sagredo, que les Génois jouissaient de nombreux privilèges ainsi que les Syriens.

Pendant l'occupation ottomane, Chypre comme faisant partie de l'empire ottoman fut soumise aux mêmes lois et aux clauses des mêmes traités

que le reste des provinces du Sultan. Venise établit la première à Chypre, entre 1595 et 1605 un consulat, tandis que le premier consulat anglais de l'île n'apparaît qu'en 1626.

Pendant la révolution grecque de 1821, les consuls des puissances européennes, étant des Grecs pour la plupart, intervinrent souvent en faveur des grecs de Chypre et rendirent des services signalés aux navires grecs. Ce n'est qu'en 1846 qu'un consulat grec put être fondé dans l'île. Avant cette date les consuls de France étaient chargés de la protection des grecs, et ceux d'Angleterre de la protection des originaires des Iles Ioniennes. Pourtant jusqu'au traité de Kanlidja de 1855 les sujets Hellènes en Chypre ont eu de grandes difficultés quant à la reconnaissance de leurs privilèges et ils étaient poursuivis pour payer les impôts.

La Grande Bretagne, ayant occupé Chypre par le traité de Constantinople du 4 juin 1878 et par le traité supplémentaire du 14 Août 1878, acquit le droit de régler les affaires commerciales et consulaires indépendamment du contrôle imposé à la Poste. Malgré toutes les protestations elle abolit les capitulations en soutenant que le changement de souveraineté justifiait pleinement cette mesure. Par le premier décret qui organisait la justice à Chypre, elle soumit toutes les affaires en bloc au Haut Tribunal de la Reine fondé dans l'île et elle fit connaître aux puissances intéressées de sa décision d'abolir les capitulations. Celles-ci protestèrent et finirent par accepter leur suspension durant l'occupation de l'île par la Grande Bretagne. Il en résulta une nouvelle complication au statut de l'île, déjà assez compliqué au point de vue de droit international. Mais malgré les protestations des juristes et des théoriciens du Droit national la Grande Bretagne insista pour l'abolition des capitulations et des privilèges. Toutefois en 1882, dans le nouveau règlement de l'organisation des tribunaux, on introduisit une disposition rappelant de loin le régime des capitulations; on décréta que les affaires concernant des étrangers seraient jugées par les membres anglais des tribunaux à l'exclusion des membres indigènes. Cette disposition tenue en vigueur même après l'annexion de l'île en 1914 ne fut supprimée qu'en 1927 à la suite des démarches faites par le barreau de l'île.

Ce résumé bref et imparfait montre, croyons-nous que le travail de M. Aimilianidis est une contribution très intéressante à l'histoire du Droit public.

G. L. A.